

FANTASSINS

LA REVUE D'INFORMATION DE L'INFANTERIE

N° 10 OCTOBRE 2001

DOSSIER

Spécial Zone Urbaine [ZUB]

dans ce numéro

Découvrez *Le CD Rom*
Fantassins

MULTIMEDIA



Éditorial



Pour l'essentiel, ce numéro 10 de FANTASSINS est consacré à l'action de l'infanterie en zone urbaine. Pourquoi ?

Tout d'abord parce que, dans le contexte de crise actuel qui caractérise les théâtres d'opérations, nos fantassins opèrent en milieu urbanisé, conformément d'ailleurs au concept d'emploi de l'infanterie qui est de contrôler le milieu dans l'espace et la durée.

Ensuite, et ceci découle de cela, parce que la réflexion doctrinale de l'année en cours, tant au niveau du commandement de la doctrine et de l'enseignement militaire supérieur (CDES) qu'à celui des écoles d'application, a ce thème pour objectif. Les fruits en seront la diffusion prochaine par l'EAI du document "l'infanterie en zone urbaine" pour les niveaux groupement, sous-groupement et section, et par le CDES du "manuel d'emploi des forces terrestres en zone urbaine".

Sur un registre plus général, l'école a l'ambition d'apporter aux régiments sa contribution pour réhabiliter l'instruction collective dans les unités. A cet effet, elle a consenti ces derniers mois un important effort pour bâtir un guide de l'instruction collective que je compte vous transmettre, soit approuvé, soit sous forme de document de travail avant la fin de l'année. Le DRILL est la base de toute réussite pour l'ensemble des missions qui peuvent échoir à la fonction combat débarqué.

Revenir sans cesse sur les "fondamentaux" du métier, voilà l'effet majeur que je préconise pour vous permettre de conquérir vos objectifs opérationnels.

Et le moral dans tout cela ? Il n'est pas excellent dans les régiments même si, avec beaucoup de pudeur, les chefs de corps tempèrent leurs récriminations. Oui il y a encore de la suractivité, oui la ressource humaine pour les EVAT est de qualité moyenne, oui la maintenance a encore des ratés. Ne taisons pas les difficultés au commandement. Le constat est connu et il a été exhaustivement établi par le président de la République au moment de sa visite aux "diabes rouges" du 152^{ème} régiment d'infanterie de COLMAR. Veillons, chacun à notre place et par les moyens appropriés, à ce que cela soit suivi d'effet. La période s'y prête... et pourquoi la défense serait-elle exclue du débat public qui va naître des prochaines échéances électorales ?

... Les événements du mardi 11 septembre 2001 qui ont durement frappé les Etats-Unis d'Amérique auront des répercussions considérables, difficiles à appréhender pour l'instant.

Ils doivent inciter l'armée de terre et l'infanterie à engager une réflexion globale portant sur la doctrine et les modes d'action, les équipements et la formation du personnel afin de contrer efficacement ce type particulier de menace.

Osons l'infanterie...

LE GENERAL DE DIVISION MICHEL POULET
COMMANDANT L'ECOLE D'APPLICATION
DE L'INFANTERIE.

Traditions

Resserrer l'infanterie autour de traditions communes

Une menace qu'il faut conjurer.

C'est loin d'être une chance pour l'infanterie que d'avoir, du fait de son ancienneté et de sa composition, une histoire qui constitue pour elle un réservoir pratiquement inépuisable pour ses traditions. En effet, ressortissant plutôt du domaine de l'irrationnel, du mythe parfois, les traditions participent pourtant du rationnel puisqu'elles peuvent interagir sur la capacité opérationnelle. C'est là leur premier et non le moindre de leurs paradoxes. Si les traditions touchent à la fois à l'éthique, commune à tous les gens de guerre, elles sont aussi la pierre d'angle et la manifestation principale de l'esprit de corps, lui-même l'un des ressorts irrationnels de la conduite des hommes au combat. En effet, sous l'Ancien Régime, et plus tard, l'esprit de corps a pu revêtir deux aspects complémentaires. Le premier est sa manifestation "spontanée", qui s'est traduite par des comportements collectifs exaltant les hauts faits ou les figures marquantes de l'unité, mais aussi par un réflexe de protection des membres menacés. Le second est une manifestation "institutionnelle".

C'est à cette dernière forme que l'on peut rattacher le souci du commandement de maintenir vivantes les filiations des unités, les marques extérieures d'appartenance à une arme ou une subdivision ou une spécialité (écussons, insignes, etc.).

La symbolique procède également de cet aspect. Elle englobe tout un ensemble de marques extérieures que sont les armes, les emblèmes (drapeaux, fanions et flammes), l'uniforme (couleur et accessoires), les attributs et les insignes. Pour l'infanterie, la diversité est grande et chaque subdivision veille jalousement sur ses traditions.

Jusqu'à présent, ces manifestations de l'esprit de corps présentent plus d'avantages que d'inconvénients dans la mesure où la fierté d'appartenir à telle ou telle communauté de l'infanterie a suscité un lot important de belles actions et de travail bien fait. Mais, nous avons vu, dans ces dernières années, l'infanterie subir une réduction drastique de son format tout en conservant une diversité maximale. Pour utiliser une analogie on pourrait dire que le problème qui se pose à nous aujourd'hui est de faire cohabiter dans un espace réduit un groupe d'individus à l'ego fortement dimensionné, en faisant en sorte qu'ils ne perdent rien de cette pugnacité qui les rend apte à remplir leurs missions, tout en veillant à ce qu'ils vivent en bonne intelligence et s'identifient profondément au groupe qu'ils forment ensemble.

Une refondation des traditions ?

Imaginons donc que, pour conjurer ce risque d'éclatement moral, plusieurs solutions soient possibles. La plus simple de toutes serait encore de décréter purement et simplement un fantassin unique, seulement différencié par son insigne de corps et ses insignes de spécialité et d'abolir tout le reste. Un "fantassin goût des autres" en quelque sorte! Fort heureusement, personne n'a encore jamais sérieusement envisagé cette solution simple, voire simpliste. Outre qu'elle toucherait sérieusement à l'esprit de corps, elle n'emporterait l'adhésion de personne. En 1992, avec l'arrivée de la tenue terre de France et de ses attributs transposés - sans ima-

gination, ni réflexion, ni concertation - à partir de ceux d'une armée étrangère, le virage a été mal pris dans le domaine des traditions. Il ne faut pas rater le suivant et la refondation est une opportunité pour tenter de trouver une voie médiane qui puisse conserver à chacun sa différence tout tout en maintenant l'unité de l'infanterie.

En effet, avec la réduction du format de l'armée de terre et, par voie de conséquence, de l'infanterie, combinées aux nouvelles missions, chaque fantassin effectue peu ou prou le même travail dans les mêmes lieux. Les différences d'autrefois entre les fantassins de la trouée de Fulda, ceux du plateau lorrain et ceux de l'outremer sont en passe d'être abolies. En OPEX, chaque fantassin fait la même chose. Ainsi, les raisons qui justifiaient autrefois l'attachement à telle ou telle subdivision d'arme, spécialisée dans tel ou tel type de mission, sont de jour en jour moins impérieuses. Et elles le seront de moins en moins au fil des départs des cadres formés dans l'ancien moule. Comme cela fut toujours, tout au long de notre histoire, une façon de faire en chassera une autre, une autre tradition viendra, d'autres traditions se révéleront alors que les moins fortes, les moins utiles, s'éteindront doucement.

Car il ne faut pas que l'infanterie soit victime de son passé, si beau et si glorieux soit-il. Ce passé source de tant de fierté pour nous, source de nos traditions, ce passé peut devenir un boulet. Il suffit pour cela d'en faire une lecture dogmatique ou de devenir un zélateur des traditions. Il suffit pour cela de ne pas accepter ce qui fait tout le sel de ces traditions : le fait qu'elles soient justement vivantes. Défendre une forme traditionnelle de symbole est estimable tant qu'il s'agit de protéger ce symbole de dénaturations hors de propos. Admettre que ce symbole est devenu obsolète parce

This article is following the one in Fantassins N°9. Its aim is to point out the importance of infantry traditions, in their diversity and also with what they have in common.

For the writer, it is the good time to think about the possible ways to draw closer shared traditions, especially since the general commanding the infantry school is now the responsible for infantry traditions.

Traditions

que personne ne s'y reconnaît plus et qu'il puisse par conséquent disparaître ou être remplacé l'est plus encore, car cela exige une remise en question permanente. C'est une réflexion importante puisqu'elle touche les valeurs jugées dignes d'être transmises.

En voici un exemple. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, l'infanterie de ligne était représentée par sa seule grenade à neuf flammes. Cet attribut ornait d'ailleurs encore les boutons des tenues des cadres avant l'arrivée de la tenue terre de France. Comme il se doit, il avait été "choisi" par l'usage. Sous l'Ancien Régime, la grenade était réservée aux seuls grenadiers, fantassins d'élite, plus grands, anciens, choisis pour leur courage. Peu à peu, on prit l'habitude d'assimiler l'ensemble des fantassins de ligne aux meilleurs d'entre eux, aux plus prestigieux. La grenade à neuf flammes devint donc un attribut valorisant dans lequel chaque fantassin se reconnaissait. Aujourd'hui ces références ne parlent plus qu'aux historiens de la chose militaire. Les fantassins, dans leur ensemble, ont trouvé normal que l'attribut qui ornait déjà leur insigne de béret et leurs boutons de spencer ou de tenue bleue viennent figurer sur leurs tenues de sortie. Soulignons cependant que cet attribut avait déjà des lettres de noblesse qui ont pu faciliter son accession au rang de symbole unique du fantassin de ligne. Présent sur les bérets d'infanterie depuis les années 60, il avait déjà été vu sur nombre de théâtres et était déjà paré d'une certaine patine d'ancienneté.

Comme nous l'avons donc dit, les traditions vivent et meurent, il faut savoir l'accepter. Mais, pour paraphraser le maréchal de Lattre il faut "aussi savoir ne pas subir". Aujourd'hui, la voie moyenne, consisterait à mettre l'accent sur le patrimoine commun des fantassins plutôt que sur leurs différences. A l'heure actuelle, en dehors des journées de

l'infanterie, il existe bien peu de choses entrant dans cette catégorie. C'est un défi de plus pour l'infanterie.

Quels moyens ?

Avec la suppression des inspections d'arme à l'été 1999, les prérogatives qui étaient celles de l'inspecteur de l'infanterie en matière de traditions de l'arme ont été transférées au général commandant l'école d'application de l'infanterie (E.A.I.). C'est une opportunité à saisir. En effet, disposant d'un pôle de compétence directement placé sous ses ordres, le général commandant l'E.A.I. a désormais les moyens d'élaborer et de mettre en œuvre une politique dynamique et fédératrice en matière de traditions de l'arme.

Il dispose pour cela du musée de l'infanterie avec son centre de documentation. Au-delà du lieu de mémoire et du conservatoire des traditions qu'il est devenu, le musée constitue une importante réserve d'objets et de documents susceptibles d'éclairer et de nourrir la réflexion sur les traditions. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il lui faut aussi engranger des témoignages du présent, sur lesquels pourront s'appuyer les réflexions futures. En prise directe avec le service historique de l'armée de terre, garant de la symbolique et des traditions pour l'ensemble de l'armée de terre, tout autant qu'avec les corps de troupe qui écrivent l'histoire de l'infanterie, l'E.A.I. peut donc devenir la pièce maîtresse d'un dispositif fédératif qui pourra, dans un premier temps, passer à la fois par les chefs de corps et les officiers traditions. La recherche historique menée à tout niveau sur l'arme peut également servir à éclairer bien des points. Actuellement le musée de l'infanterie est pilote d'un certain nombre de travaux effectués sur l'histoire de l'arme. L'apport de l'histoire ne doit d'ailleurs pas être négligé dans ce domaine puisque c'est elle qui apporte les éléments d'appréciation indiscutables pour traiter les problèmes de tradition.

Si cet article a convaincu quelques-uns de l'importance de garder

vivantes les traditions de notre arme, dans leur diversité mais aussi dans ce qu'elles peuvent avoir de commun, il aura déjà atteint son objectif. Si, de surcroît, il est parvenu à faire en sorte que l'on considère les traditions comme une chose vivante, il aura rempli un objectif supplémentaire. Si, enfin, il a pu convaincre, ou simplement fait naître chez le lecteur, une interrogation à propos de la nécessité et de l'urgence qu'il y a de resserrer l'infanterie autour de traditions communes, il aura alors atteint son but.

On l'aura compris, il ne s'agit nullement de spéculer, à la faveur de l'actuelle redistribution des rôles, sur une hypothétique disparition des traditions de subdivisions d'armes pour en imposer artificiellement de nouvelles. Il s'agit encore moins d'une lutte d'influence d'une composante de l'arme contre les autres. Au-delà de ce qu'une telle attitude aurait d'irresponsable, elle serait suicidaire. Il s'agit donc bien de laisser le temps rendre son verdict, mais en préparant, comme tout fantassin, le bond suivant, sans demeurer passif devant les événements.

On a dit que tout le secret du travail de l'historien est de savoir poser les bonnes questions, en espérant qu'elles feront leur chemin. L'auteur, qui n'est pas fantassin, s'est plusieurs fois laissé aller à écrire "notre arme" ou "notre histoire", s'assimilant ainsi très abusivement à un fantassin. Que ceux qui demeurent rigoureusement jaloux de leur histoire et de leur arme veuillent bien le pardonner. Quant aux autres, qu'ils n'y voient que l'expression de la passion de l'auteur pour l'histoire et les traditions de toute l'infanterie française, pour lesquelles il se dépense sans compter depuis bientôt deux années.

LIEUTENANT-COLONEL
JEAN-LOUIS RICCIOLI
CONSERVATEUR
DU MUSÉE DE L'INFANTERIE

Internet

www.infanterie.terre.defense.gouv.fr

*Vous l'attendiez ?...
... Le voilà !*

Comme promis dans le dernier numéro de "Fantassins", l'école d'application de l'infanterie a ouvert le site internet de l'infanterie.

Ce site est désormais accessible à l'adresse suivante :

<http://www.inf.terre.defense.gouv.fr> .

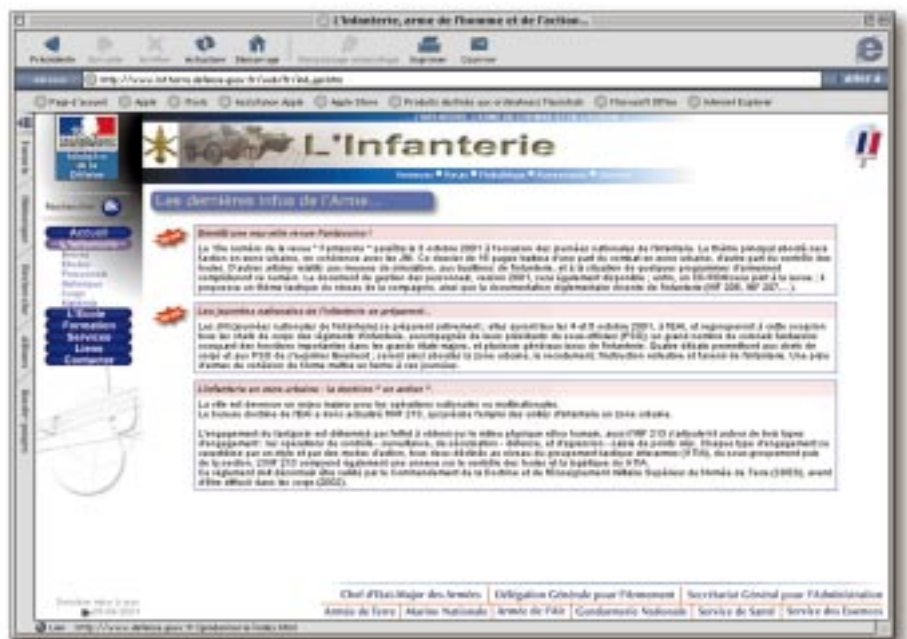
Complémentaire du site du ministère de la défense, ce site propose des informations spécifiques relatives au métier des fantassins et aux activités de l'EAI, leur maison mère

Résolument novateur dans son architecture et ses applications, il offre des renseignements dans quatre domaines :

- l'infanterie en général, à travers son histoire, ses matériels, ses régiments et son emploi ;
- l'école en particulier : son organisation, ses activités de service et de loisir ;
- la formation du personnel, en présentant les informations relatives aux différents stages et concours ;
- la fourniture de services : produits à l'intention des internautes, conseils de l'officier juriste ou des assistantes sociales, petites annonces, forum de discussion...

Mais ce site a plus l'ambition : la partie stages, concours et préparation aux examens est encore trop succincte, et l'équipe de marque est consciente qu'il y a une forte demande de la part des cadres et des militaires du rang. En effet, tous doivent présenter, à un moment de leur carrière, un examen ou un concours. Internet pourrait être un excellent moyen de les y préparer ; sans se substituer aux préparations conduites par les corps et organismes d'affectation des candidats, internet viendrait en complément, en offrant dans un premier temps tous les renseignements réglementaires relatifs à l'examen considéré, et en proposant dans un deuxième temps une préparation à distance, soit sous forme de cours à télécharger, soit sous forme de QCM. L'équipe internet de l'EAI a donc encore du pain sur la planche. Rendez-vous certainement dans un an ! En attendant, consultez le CD ROM joint à la revue, car une présentation détaillée du site vous attend...mais le mieux est d'ouvrir dès maintenant

www.infanterie.terre.defense.gouv.fr !



A titre d'exemple, la page des "Brèves" de l'infanterie, ou les dernières nouvelles de la fonction opérationnelle...

LIEUTENANT-COLONEL REMI SEIGLE
EAI / DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROSPECTIVE

Le nouveau programme des lieutenants* une révolution culturelle opportune

*le terme lieutenant sera employé pour désigner l'ensemble des officiers stagiaires de la division d'application.

Since September 2000, the trainee platoon commanding officers have been living a cultural revolution. The new programme, organised into modules and orientated towards projection into an international context, has to allow the lieutenants to obtain thoroughly the objective of the training: "To command right from the start with precision".

Intégrer les caractéristiques du nouvel environnement opérationnel des forces, tout en poursuivant la formation tactique de base des jeunes offi-

ciers de la division d'application de l'école d'application de l'infanterie de Montpellier, tel était le défi audacieux proposé par le général de division POULET au lieutenant-colonel BRAUN en septembre 2000 dans le cadre de la refonte totale du programme d'instruction des lieutenants.

Vénération institution, respectée, sage, dernier maillon de la formation initiale des officiers, l'école d'application de l'infanterie se contentait jusqu'alors de remplir avec sérieux un cahier des charges immuable mais trop conventionnel. Dans un monde complexe et instable, où les conditions d'engagement militaire sont souvent délicates et où les contraintes

de gestion des ressources humaines sont très fortes, l'officier d'infanterie porte des responsabilités toujours plus lourdes. C'est la raison pour laquelle il est apparu urgent d'adapter la formation pour lui permettre de

"commander d'emblée avec exactitude".

Pendant onze mois, les futurs chefs de section ont reçu une formation de terrain, très pratique, correspondant aux exigences des engagements modernes. Elle est fondée sur les notions d'internationalisation et de projection extérieure, d'immersion dans un environnement multiforme et de réversibilité des modes d'action.

PHASE A : septembre 2001 à février 2002

Camp initial au Garrigues
Module "gestion des foules"
Module "gestion des crises internationales"
Raid en Grande Bretagne
Combat en zone désertique à Djibouti
Combat en montagne au centre d'instruction de Barcelonnette
Combat en zone urbaine en Allemagne

En trois occasions, les lieutenants d'infanterie se sont rendus à l'étranger pour s'entraîner au combat, dans les conditions de projection d'une unité des forces. Ils ont eu successivement l'opportunité de participer à des exercices avec leurs homologues britanniques dans les montagnes du Pays de Galles, avec les Allemands à Hammelbourg et à Djibouti avec les forces françaises prépositionnées. Accompagnés d'une formation à l'anglais opérationnel et précédés par une phase de préparation administrative d'une projection, ces séjours opérationnels ont permis en outre de renforcer l'esprit européen de défense, élé-

ment clé de la réussite des opérations multinationales contemporaines, et celui de la coopération avec l'Afrique.

A l'évidence, les séjours à l'étranger ont donné l'occasion aux jeunes officiers d'élargir leurs connaissances culturelles et de renforcer leur aptitude à appréhender un environnement nouveau. C'est dans cet esprit d'une meilleure maîtrise de leur environnement qu'un effort particulier a été fait vers une immersion dans le milieu civil. Les lieutenants ont été formés à la technique des interviews par des journalistes du centre de formation des journalistes de Montpellier. Ils ont pu

également effectuer un stage de 72h00 dans les services de l'Etat, au sein d'entreprises et d'associations. De plus, ils ont eu l'opportunité de participer à deux séminaires sur le chef dans l'action et sur le concept de laïcité appliqué à la vie militaire. Ce souci de

"confronter les jeunes officiers aux réalités extérieures"

semble indispensable parce que la connaissance de cette réalité, en opération extérieure comme en France, fonde la nature et la pertinence des décisions qu'ils auront à prendre. En ce sens, elle est étroitement complémentaire de la formation du chef tactique.

Le nouveau programme des lieutenants une révolution culturelle opportune

PHASE B : mars à juin 2002

Modules tactiques de spécialisation :

- combat motorisé
- combat mécanisé
- section de reconnaissance régimentaire
 - section antichar
 - section appuis
- section appui mortier

Module "tirs opérationnels"

Camp interarmes des divisions d'application à Mailly

Stages spécifiques :

- formation aux techniques commando à Montlouis,
- formation parachutiste à Pau
- formation montagne à Chamonix

Avec une moyenne de 130 jours de terrain et de 5 à 6 prestations par lieutenant à la tête d'une section,

"la formation tactique est restée le cœur du stage".

Désormais, elle prend en compte l'idée de réversibilité possible des situations sur les théâtres d'opérations. La méthode de raisonnement tactique et les principes de base tactiques enseignés restent identiques aux années précédentes mais les lieutenants sont instruits à de nouveaux modes d'action

éprouvés lors des engagements les plus récents de l'infanterie française. Ainsi, ils ont été entraînés à la maîtrise de la violence en zone urbaine telle qu'elle est vécue au Kosovo ou à l'évacuation de ressortissants. La formation de base du fantassin débarqué a même été renforcée en insistant sur l'aguerrissement par la conduite d'exercices de longue durée (jusqu'à 9 jours consécutifs en Grande-Bretagne) sur des terrains difficiles et par toutes conditions climatiques, tels que le désert à Djibouti, la montagne hivernale à Briançon ou la zone urbaine en

Allemagne. La phase de spécialisation n'a pas changé fondamentalement. Les lieutenants ont toujours l'opportunité à Sissonne et à Mailly de commander des sections sur AMX10 ou VAB, appartenant à des unités partenaires, dans les conditions de combats de haute intensité. En revanche, grâce en partie à l'externalisation de la formation, ils auront régulièrement évolué dans un environnement interarmes et interarmées, bénéficiant en particulier de moyens de débarquement de la marine, d'avions de transport et d'appui feu de l'armée de l'air.

Instruction transverse

Participation aux journées d'appel et de préparation à la défense

Participation aux actions du SAMU de Montpellier

Maîtrise de la langue anglaise

Activités physiques et sportives

Ouverture sur la société (stages, séminaires, ...)

Le nouveau programme est ambitieux mais à la hauteur des défis de l'infanterie d'aujourd'hui et de demain. Par son réalisme et son actualité, il renforce la crédibilité du jeune chef de sec-

tion d'infanterie dans sa première affectation et lui donne de nouveaux atouts déterminants pour accomplir les missions les plus complexes. Mais le plus difficile reste peut-être à venir :

pérenniser ce programme et en conserver l'esprit révolutionnaire...

CAPITAINE (TA) PIERRE-JOSEPH GIVRE
EAI / DIRECTION GENERALE
DE LA FORMATION

Nos stagiaires étrangers



Le capitaine Daricusz PITA est officier d'infanterie dans l'armée polonaise. Né en 1966, il est originaire de Stargard, à côté de Stettin, en Poméranie. Son témoignage est intéressant dans la mesure où il a successivement suivi les stages de chef de section à la division d'application (DA) puis de futur commandant d'unité (CFCU). Il est marié et père de deux enfants de 12 et 9 ans.

The aim of this article is to appreciate how officers of other countries spend their courses in Infantry school of Montpellier. Captain PITA is Polish and knows very well France because he has made the platoon leader course for 1 year in 1995. Now, he is following the company commander course during 3 months.

Captain PITA is interested in these courses to complete his military education. Speaking French very well, he hopes to participate to the staff college in Compiègne.

Quelle est votre formation de base et les circonstances qui vous ont menées à l'EAI ?

J'ai intégré la DA en 1995. Avant cela j'avais suivi des cours de français à Rochefort durant 4 mois. Ma formation initiale en Pologne s'est déroulée à l'école militaire de l'infanterie mécanisée de Wrocław. Il n'y a pas d'école d'application comme en France. A la sortie de l'école, on devient tout de suite chef de section. Avant d'arriver à la DA, j'étais chef de section dans une compagnie mécanisée au sein d'une brigade.

Comment s'est fait le choix de la France ?

J'avais suivi des cours de français militaire en Pologne. Mais ensuite, c'est la notation qui joue. J'étais classé 15^{ème} sur 200 à l'école. Puis c'est mon commandement qui a décidé de m'envoyer ici. De plus, j'avais déjà une expérience de chef de section.

Quelles furent vos premières impressions ?

La région de Montpellier est belle et l'école est bien située. Il y a ici beaucoup de possibilités pour s'améliorer, notamment au niveau sportif (la piscine, le stade...). Il n'y a pas de problème pour faire du sport. Les officiers français me paraissent bien préparés dans ce domaine.

Plus qu'en Pologne ?

Ca dépend des endroits. Chez nous, la conscription existe toujours et les structures ne sont pas les mêmes. Avant mon départ, dans certains bataillons, 100 % des effectifs étaient constitués d'appelés, y compris des chefs de groupe ou même des tireurs d'élite. Aujourd'hui il y a des chefs de groupe professionnels.

Comment est considérée la formation française en Pologne ?

Très bien. Lorsque j'étais à la DA, je n'étais pas sûr de revenir pour le CFCU. J'étais vraiment content lorsque l'on m'a appris que j'allais y participer, surtout qu'en Pologne, ce type de stage n'existe pas.

Quelle était votre spécialité à la DA ?

J'ai fait un stage antichar MILAN. Je l'ai choisi parmi les propositions faites en Pologne par l'attaché de défense de l'ambassade de France. En Pologne, nous n'avons pas de MILAN, mais nous avons d'autres missiles. A mon avis, les MILAN sont très efficaces. C'est bien de savoir comment fonctionne une section MILAN, pour éviter ces missiles.

Qu'avez vous fait à l'issue de la DA ?

J'ai été commandant d'une compagnie mécanisée. Je n'ai pas été forcément mieux considéré. J'étais le seul à être parti à l'étranger. Plus tard un autre officier est venu de West Point aux Etats-Unis.

Comment se sont déroulées votre désignation puis votre arrivée au CFCU ?

C'est à nouveau une décision de mes supérieurs. Je n'ai pas suivi de préparation spécifique.

Quels sont vos projets maintenant ?

Je reprends le même poste. On passe du niveau de force rapide à celui de brigade. Je pourrais à terme récupérer un poste en état-major. J'aimerais bien aussi un poste de commandement. Mais, après tout, après mes deux stages en France, j'aimerais bien intégrer l'école d'état-major à Compiègne ! Il est malgré tout difficile de trouver un poste après son passage en France. En effet, ce n'est pas le même niveau. Une com-

pagnie en France se situe entre la compagnie et le bataillon en Pologne.

Quelles furent vos premières impressions à propos de la France ?

Très bonnes. A Rochefort, nous avons visité le pays : la Loire, Bordeaux, Brest, Paris... Et depuis 5 ans, je passe toutes mes vacances en France avec ma famille.

Comment se sont déroulés vos différents stages ?

Cela s'est bien passé. L'accueil a été très bon. La formation est intéressante même si certains cours ne sont pas toujours utiles pour des officiers étrangers, comme la notation des sous-officiers, car ce n'est pas pareil chez nous. Mais cela reste bien à titre d'information.

Vos passages en France vous servent donc beaucoup ?

Oui, y compris au niveau des combats. Nous utilisons les mêmes ordres initiaux, nous travaillons de la même façon. Cela est utile, car de nombreuses unités étrangères (belges, allemandes, anglaises et aussi françaises) ont l'occasion de s'entraîner en Pologne. Récemment, au sein de la 5^{ème} compagnie mécanisée, j'ai passé 7 jours avec des Belges. Etre passé à la DA m'a beaucoup servi. L'armée belge a en effet une façon de travailler proche de celle des français. De plus, le fait que je parle français les a soulagé !

Pour conclure, puisque l'on parle de relations avec des européens, que pensez-vous de la possible intégration de la Pologne à l'union européenne ?

A mon départ, il y a deux mois, une majorité de polonais était favorable. Je dirais environ 70 %. On veut participer le plus vite possible : nous aimerions en 2005. Les polonais espèrent une élévation de leur niveau de vie. Mais il faut savoir qu'en Pologne nous avons déjà pratiquement tout comme vous. Nous avons de plus en plus d'enseignes françaises et européennes.

PROPOS RECUEILLIS PAR
LE SCIENTIFIQUE DU CONTINGENT
LAURENT ESCRIVA.

Nos stagiaires étrangers



Le sous-lieutenant Srash UNG est officier au sein de l'armée cambodgienne.

Agé de 28 ans, il est originaire de la province de Rurgat. Il a effectué un stage de chef de section à l'école d'application de l'infanterie du 16 janvier au 30 juin 2001.

Quelle est la formation initiale des officiers au Cambodge ?

C'est une formation de 18 mois divisée en trois semestres. Au bout du premier on est aspirant, puis après le deuxième, sous-lieutenant et enfin lieutenant. Mais ici je n'ai pas encore le grade de lieutenant! C'est un simple problème de transcription des grades.

A quel moment de votre cursus se situe votre séjour à l'EAI ?

C'est à la fin de nos études. Nous n'avons pas vraiment encore exercé de commandement. Mais nous avons pu nous entraîner ici durant des raids de 4 jours à une semaine, toujours dans des situations différentes.

Comment s'est faite votre venue ici ?

A l'école des officiers il y a des cours de français. Mais surtout, il s'agit d'une mission de coopération militaire de défense. Il y a des échanges entre la France et le Cambodge. Depuis que les gouvernements ont signé ces accords, la France offre des séjours dans chaque promotion. Dans la seconde, il y avait 10 places et dans la troisième, la mienne, 12, qui se répartissent dans les écoles d'application (8 à l'EAI, 2 à la Gendarmerie, 1 au Génie, 1 au Train). J'espère que cela va continuer.

La sélection s'est opérée en fonction de la langue étudiée dans notre pays. Et il y a aussi un concours à passer.

Avez vous une spécialité ici ?

Non, nous avons fait de nombreux stages : parachutiste, commando, section mécanisée, mortier, section d'éclairage, montagne.



Et quelles sont vos impressions sur la montagne ?

Ah, il y a beaucoup de neige, et au Cambodge, il n'y a pas de neige ! La température surprend aussi. Là bas il fait 18-19°C lorsqu'il pleut; ici, 0°C...ou beaucoup moins.

Qu'avez vous le plus apprécié dans ces diverses expériences ?

Le stage commando est très bien. Il s'agit beaucoup de combats en forêts et il y a beaucoup de forêts au Cambodge. Par ailleurs, les sections de reconnaissance ne sont pas les mêmes, surtout à cause du matériel. C'est donc intéressant pour nous. J'aimerais bien que nous ayons les mêmes équipements au Cambodge ! Ici, il y a du matériel moderne; nous avons pu faire du lancer de grenade à tir tendu. Au niveau du tir de nuit aussi, de l'intensification de la lumière, c'est intéressant. Au Cambodge, il n'y a pas tout ça. Le pays est tombé dans la guerre voilà 25 ans et l'infrastructure pourrait être meilleure. Mais depuis 1993, il y a des améliorations au niveau militaire, notamment pour la formation des officiers.

Qu'allez vous faire à votre retour ?

Le but du programme est que nous devenions instructeurs en école. Mais je peux également rejoindre un régiment. De plus, l'accès à un commandement est facilité par notre séjour en

France car un tel stage est très bien considéré.

Quelles sont, selon vous, les différences les plus grandes, d'un point de vue militaire, entre nos deux pays ?

Elles sont très nombreuses : au niveau du matériel, du commandement, du combat. Mais les points communs sont aussi. Pour les officiers, la tactique est semblable et nous avons des conseillers français dans notre école. En topographie, c'est le même système. Mais, les officiers les plus anciens utilisent encore le système soviétique. C'est difficile de s'adapter, mais j'espère que nous trouverons de plus en plus de systèmes communs.

Comment s'est passé votre accueil et comment avez vous trouvé la France ?

L'accueil était très bon. Nous avons visité Montpellier, Marseille, Nîmes, le pont du Gard, c'était magnifique. Demain nous partons à Paris. Le capitaine qui nous encadre a prévu d'autres visites.

Vous aimeriez revenir ?

Oui, je sais qu'il y aura sans doute des places pour le stage des capitaines et j'aimerais bien y participer.

Lieutenant UNG is a Cambodian officer who spent 6 months in the infantry school of Montpellier. This is the result of an agreement between France and Cambodia. They practised a lot of various activities like commando and parachute courses, mountain training, combat in recce, mechanised and mortar platoon.

Infanterie & Simulation

Dans cet article nous ne traiterons que de la simulation liée à l'instruction, individuelle ou collective, et à l'entraînement de l'infanterie. Les interactions avec les autres armes et les niveaux supérieurs sont, bien entendu, prises en compte.

Effort de cohérence !

War games (Jeux de guerre), simulation virtuelle, simulation technique, instruction individuelle, instruction collective, entraînement, quaternarisation, fantassin 2005, 2015, VBCI, FELIN, SIT, SIR, systèmes d'armes, niveau d'emploi, INF 202 ... sont des mots courants dans le couloir de la direction des études et de la prospective (DEP) de l'EAI perchée aux derniers étages du bâtiment de commandement. Derrière tous ces mots il existe une réalité de tous les jours : faire le lien, faire la cohérence.

Ceci est vrai pour chaque composante de la DEP mais encore plus pour la simulation qui est, par essence, un moyen transverse. La simulation orientée formation, instruction individuelle ou collective, entraînement au profit de l'infanterie seule ou dans un contexte interarmes, est un moyen, elle n'est surtout pas une fin en soi. Elle doit se nourrir des besoins exprimés au travers des systèmes d'armes techniques ou tactiques. Il est bon de rappeler que le fantassin est à lui seul le premier des systèmes d'armes, les binômes, trinômes, sections etc. en sont également ainsi que leurs armes et moyens de communication. La simulation s'appuie donc sur la doctrine, le pilotage de domaine, les politiques de tir et d'équipements futurs.



Elle repose aussi sur les besoins des formateurs de l'école et des régiments.

Nous connaissons de longue date la simulation mais elle est maintenant de plus en plus informatisée, automatisée et ceci lui confère une image plus importante. Il ne faut pas oublier un élément fondamental : ce que l'on demande en premier lieu à cette simulation de formation, c'est d'être capable de faire franchir un pas de formation (niveau élémentaire).

Toujours plus de simulation !

Dans un contexte où les moyens sont de plus en plus comptés (diminution des instructeurs à l'école, déficit en moyens de transport et en infrastructure d'instruction, augmentation de l'activité, souci d'économie,...), la simulation va prendre une importance de plus en plus conséquente. Mais ce

ne sont pas les seuls défis que doivent relever ceux qui développent les outils de simulation. Ils ont l'obligation de prendre également en compte les nouveaux modes d'action de l'infanterie (basse intensité en milieu difficile, contrôle des foules, zone urbaine) ainsi que sa future quaternarisation. L'échéance 2005-2006 est commune à l'ensemble des objectifs : l'exercice interalliés d'unités numérisées, la mise en place des systèmes d'information (SIR et SITs) et l'arrivée d'équipements majeurs nouveaux (VBCI et FELIN). La construction du centre d'entraînement en zone urbaine (CENZUB) dans un horizon un peu plus lointain sera également un nouvel enjeu pour la simulation.

Ceci a conduit à réviser la manière de former, d'instruire et d'entraîner, avec à la clé une incidence majeure sur la simulation.

Infanterie & Simulation

Cependant il manque encore aujourd'hui dans la simulation cette part importante liée au stress du terrain, à la confiance en son arme lors de tirs réels, à l'inconfort, à l'esprit d'équipe.

Il ne faut jamais oublier que la simulation de formation et d'entraînement n'est qu'un moyen, un outil parmi d'autres pour construire des équipes performantes.

Contraintes techniques à maîtriser

Le problème initial n'est pas la simulation en elle-même ni son réalisme mais les enseignements que l'on pourra mettre en évidence, les pas d'instruction que l'on pourra franchir. Ces simulations de demain devraient :

- Éviter d'entraîner des défauts dans l'emploi réel.
- Être reconfigurables pour des changements de doctrine, d'armement.
- Pouvoir accéder à des banques de données (de terrains, d'armes, de systèmes, de scénarios).
- S'affranchir des infrastructures (il faut un environnement du champ de bataille plus virtuel).
- Permettre de s'entraîner en n'importe quel lieu (OPEX, régiments, ...) seul ou en unités dispersées et interarmes.
- Prendre en compte la particularité de l'infanterie, la position débarquée (un fantassin ne combat pas dans une cellule statique) et ceci avec des IHM (interfaces homme/machine) représentatives de l'environnement réel.
- Avoir des niveaux bas et haut assurés



au moins partiellement par des automates. Le gain en personnel serait conséquent et la 3A (analyse après action) serait plus simple à dépouiller et à interpréter.

- Posséder une 3A assistée pour affiner la restitution et réduire le temps d'analyse.

Cette restitution et cette analyse restent et doivent rester du domaine de l'expert militaire.

Niveaux et moyens

Niveau I (servant, section)

1 - Instruction individuelle

Cette simulation est essentiellement liée aux systèmes d'armes. Elle s'étend des simulateurs d'armes individuelles et collectives aux simulateurs de groupe voire de section. Elle vise à faire acquérir les savoir-faire élémentaires sans toujours nécessiter la mise en œuvre de l'ensemble des équipements réels. Elle a une vocation essentielle-

ment technique pour l'instruction du tir. Elle peut avoir éventuellement une vocation tactique au profit des chefs de section et de groupe.

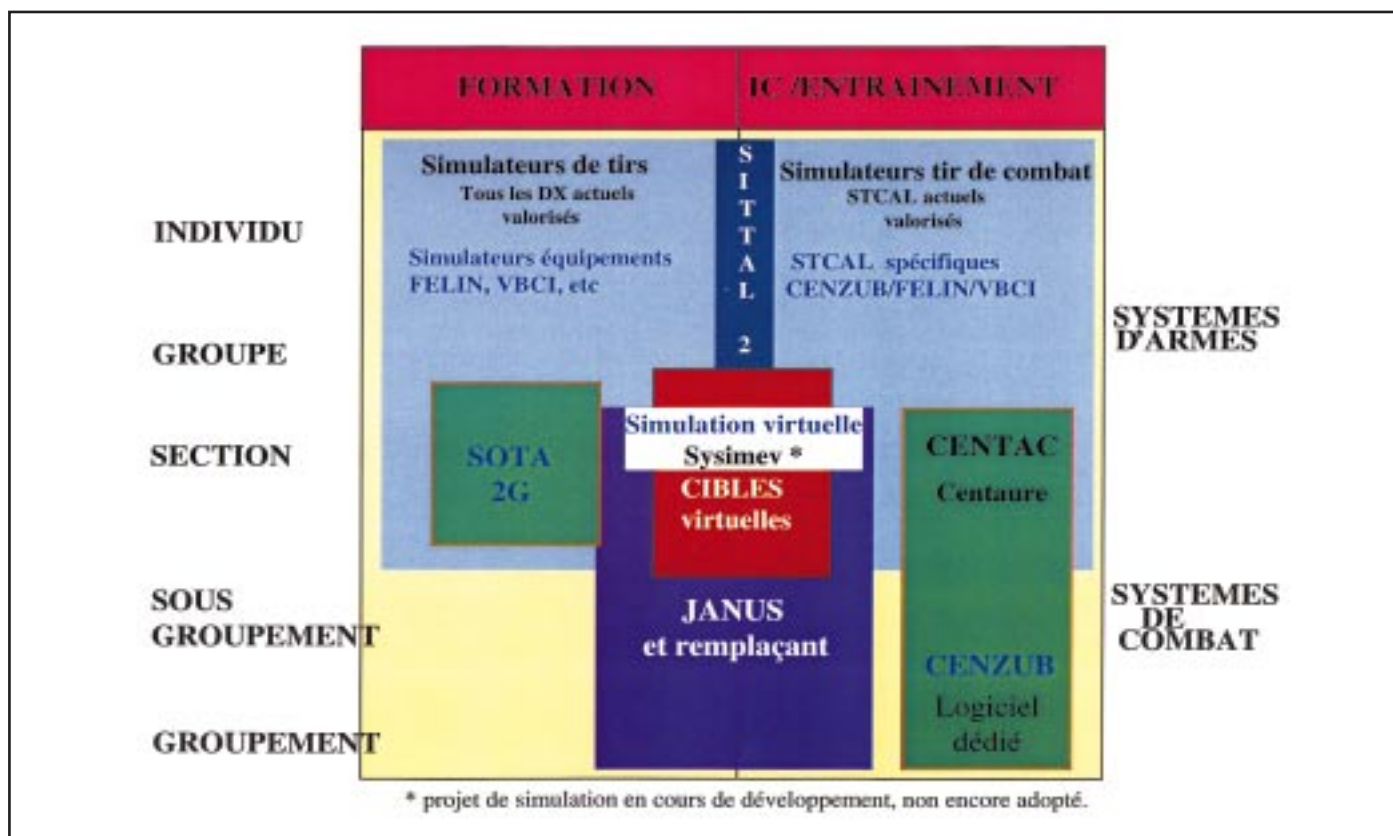
Ses principes sont :

- La réalisation d'entraîneurs de faible coût, décentralisés, pour l'acquisition et l'entretien des savoir-faire techniques élémentaires.
- La réalisation de simulateurs de synthèse pour l'instruction des savoir-faire techniques collectifs et l'entraînement des groupes et sections.

2 - Entraînement et/ou instruction collective

La simulation d'entraînement du niveau I se caractérise par la prise en compte de l'environnement opérationnel, et par la capacité à s'intégrer dans un système de niveau supérieur, aux dimensions interarmes. Il s'agit d'incorporer les savoir-faire techniques dans leur contexte tactique, au sein d'unités

Infanterie & Simulation



organiques.

La simulation doit permettre la prise en compte de ce que l'on ne sait pas représenter réellement en particulier le feu.

3 - Les simulateurs d'instruction technique

SOTA 2G (simulateur d'observation des tirs d'appui de 2^{ème} génération). En liaison avec l'école d'application de l'artillerie, qui mène ce projet, l'EAI va se doter de ce simulateur. Du fait du passage des mortiers de 120 mm à l'artillerie, l'infanterie ne devrait plus former d'observateurs (ELO). En revanche, tous les chefs de section doivent pouvoir donner les éléments concourants au réglage d'un tir d'appui. Les commandants d'unités élémentaires suivront également une formation sur ce simulateur.

FUTUR SITTA L (simulateur d'instruction technique aux tirs des armes légères) Outre les mises à niveau des simulateurs d'armes en fonction des valorisations et des acquisitions de systèmes d'armes nouveaux, il faut reconsidérer des simulations du type SITTA L. En effet cette simulation de type propriétaire (les banques de données ne sont pas accessibles directement pour modifications) n'incorpore pas aujourd'hui les nouvelles armes de l'infanterie (une étude d'adaptation est en cours au Centre d'Entraînement de l'Infanterie au Tir Opérationnel). Ceci est particulièrement important car la simulation ne colle pas à la réalité. Pour le SITTA L il faut se reposer la question dans son ensemble. Non seulement son remplaçant devra prendre en compte les nouvelles armes mais il

devra également s'enrichir de paysages virtuels (dans des banques de données non propriétaires) plus proches des missions qui sont aujourd'hui dévolues à l'infanterie (localité, foules, conflits basse intensité). Dans cette simulation, les joueurs devront être dynamiques. Ce futur SITTA L pourrait être le type même de moyen pouvant être utilisé à plusieurs niveaux: pour la formation élémentaire au tir, pour la formation en trinôme ou équipe de pièces, pour la formation du chef de groupe (dans le même temps instruction des trinômes ou équipe de pièce), pour la formation du chef de section sur plusieurs SITTA L séparés (avec possibilité d'avoir des groupes joués par des automates). Ceci permettrait également l'instruction collective de la section, voire de la compa-

Infanterie & Simulation

gnie avec un panachage possible sur le terrain, sur le simulateur, ou joués par des automates.

4 - Les simulateurs de tir de combat (STC)

Sur le terrain, les exercices avec STC permettent de jouer dans des configurations proches de la réalité. Il faut étudier si leur nombre est suffisant, si leur technologie peut évoluer, il faut aussi regarder si leur utilisation est possible dans le futur CENZUB et si le système FELIN, qui équipera nos fantassins, ne permet pas de prendre à son compte une partie des éléments du STC. De plus, l'étude doit porter sur la possibilité de simuler les tirs indirects et les éclats des munitions de type roquette, grenade, et peut être des réactions aux gaz.

Niveau II (section, unité élémentaire, sous-groupe interarmes)

1 - Formation

Au sein de l'EAI, la simulation d'instruction pour le niveau II est destinée à la formation des chefs de section et plus particulièrement des commandants d'unités (CDU). Elle est orientée vers l'enseignement tactique et l'acquisition de procédures opérationnelles. Répondant aux besoins spécifiques de l'infanterie, les outils de simulation prennent en compte la dimension interarmes.

2 - Entraînement

CENTAC et JANUS.

3 - Moyens futurs

- Système JANUS pour une instruction interarmes. La version 7 va être mise en place à l'EAI à l'été 2001.

- Formation, instruction collective des chefs de sections.

- L'EAI évalue différentes simulations en dotation (SYSIMEV, logiciel de simulation virtuelle en développement pour le CENTAC et ASSAUT, logiciel développé en interne), pour affiner son besoin. De même nous testons un moyen pour former et entraîner les CDU à la rupture des liaisons "SIR/SITS", et à la gestion du flux de surinformation.

Niveau III (niveau régimentaire, groupement interarmes)

Entraînement et formation

Les outils sont similaires : il s'agit de simulation constructive du type jeu de guerre, utilisée selon le principe des exercices assistés par ordinateur. Les applications principales sont les suivantes :

- formation et entraînement tactique : conception et conduite d'exercices tactiques,

- formation et entraînement aux techniques de Centre Opérationnel,

- formation et entraînement aux procédures,

- formation et entraînement spécifique de certaines fonctions opérationnelles. (LOG, RENS,...).

Les utilisateurs sont :

- les PC régimentaires pour l'entraînement,

- les officiers devant être formés aux techniques d'état-major, niveau chef de corps,

Les outils de ce type mettent en jeu l'ensemble des fonctions opérationnelles interagissant avec l'échelon entraîné. Ils s'interconnecteront à terme avec les SIC. Ils doivent permettre une formation dans un cadre interarmes, voire interarmées, selon le niveau auquel ils s'adressent.

Moyens communs à tous les niveaux

Aujourd'hui les cibles sur les champs de tir sont pour la plupart fixes ou semi-fixes. Même si elles sont pilotées pour des configurations différentes, animées en fonction de scénarios, les régiments connaîtront vite leur position et cela risque de masquer les déficiences. Il sera bientôt beaucoup plus facile de créer des cibles virtuelles dans l'espace ou dans les casques ou lunettes des tireurs. Le problème sera plus le système d'enregistrement des coups au but. Ces cibles devront, par ailleurs, permettre de travailler l'identification des moyens amis et adverses.

INGENIEUR DES ETUDES
ET FABRICATION (IEF)
PHILIPPE MARTIN
EAI / DIRECTION DES ETUDES
ET DE LA PROSPECTIVES

La valorisation du VAB

Il est maintenant acquis que le VAB équipera encore nombre d'unités de mêlée, d'appui et de soutien pendant au moins les deux décennies à venir.

Les 3975 exemplaires de la famille VAB, déclinés en plus de 20 versions, ont été construits de 1977 à 1993 par la société RENAULT Véhicules Industriels. Il était donc nécessaire de procéder à une valorisation de ce parc pour garantir, d'une part, la fiabilité des véhicules et,

d'autre part, le maintien des capacités opérationnelles à un niveau satisfaisant.

La première des opérations de valorisation dite " freinage phase 1 " concerne 1605 véhicules. Commencée en 1999 et prévue sur une période de 10 ans, elle a pour objectif la fiabilisation du circuit de freinage en assurant la pérennité des composants (mise en place d'un nouveau circuit avec dessiccateur).

Commencée en 2000 et prévue jusqu'en 2006, la deuxième opération concerne les 1527 VAB dits de contact, soit :

- 681 VAB P 12.7 ;
- 188 VAB ERYX ;
- 103 VAB MILAN ;
- 220 VAB T20/13 ;
- 60 VAB OBS ;
- 113 VAB HOT (pas de surprotection);
- 162 VAB sanitaires (BVA uniquement).



Elle répond à la directive du CEMAT qui donne la priorité à la PROTECTION

SURPROTECTION

AUGMENTATION DE LA MASSE

P1 : La phase 2 pour augmenter les performances du freinage.

P2 : La VPG pour conserver la mobilité.

P3 : La BVA pour augmenter la mobilité et la longévité.

The VAB is over 20 years old and will be used by our forces for the next two decades. It was therefore necessary to undertake a modernisation. A first phase, from 1999 to 2009, concerns 1605 vehicles. The braking system has to be updated. A second phase, from 2000 to 2006, concerns 1527 vehicles. Amongst the improvements are the braking system (phase 1), the protection and the gear box.

La valorisation du VAB

A cela s'ajoutent des améliorations de sécurité et de confort telles que le treuil électrique, de nouvelles signalisations, des ceintures de sécurité et des sièges mieux adaptés pour l'équipage.

En parallèle, 92 VAB P seront transformés en VAB sanitaire "E" pour satisfaire le besoin du domaine santé.

La surprotection

Pour une masse de 893 kg (698 kg pour les modules de protection et 195 kg pour le survitrage), elle offre une augmentation de la protection, globale et significative. Les modules, fabriqués par la société IBD, se présentent sous la forme de plaques fixées à l'aide de plots soudés sur le blindage d'origine.

La variation de pression de gonflage (VPG)



Cette modification a pour but de permettre de manière réversible d'adapter la pression des pneumatiques à la nature du terrain et, ainsi, d'augmenter très sensiblement la mobilité tactique du véhicule.

Les actions sur le freinage

La valorisation entreprise sur ces 1527 engins comprend, outre la fiabilisation "phase1", l'augmentation des performances du freinage par l'ajout de l'ABS notamment.

Le changement de boîte de vitesse (BVA)



Imposé dans un premier temps pour des raisons de maintenance à long terme de la boîte de vitesse actuelle, la BVA autorisera les démarrages à froid indispensables dans de nombreuses situations tactiques.

Les modifications diverses



siège chef de bord



siège pilote



éclairage arrière

Le déroulement des opérations : Principes généraux



Les VAB concernés restent indisponibles pendant une période ne devant pas excéder 6 à 7 mois.

La ressource des VAB actuellement en BSMAT permet de créer un parc de VAB valorisés qui est affecté (alignement du DUO ou remplacement de VAB OPEX). En règle générale, il est fait appel aux unités car la ressource en VAB de maintenance est, dans certains cas, insuffisante voire nulle (cas des VAB T 20/13 ou ERYX).

Les VAB pris dans les forces retournent dans leur corps d'affectation.

Le marché comporte trois tranches :

- une tranche ferme notifiée de 322 VAB de 2000 à 2002 ;
- une première tranche conditionnelle de 537 VAB de 2002 à 2004 ;
- une deuxième tranche conditionnelle de 668 VAB de 2004 à 2006.

Ordonnancement des opérations :

- Après concertation avec le CFAT, la DCMAT désigne par note express les unités concernées et précise le nombre et le type de VAB à fournir à l'industriel ainsi que les dates de mise à disposition. La dernière note parue couvre les besoins 2002 et début 2003.

- Au reçu de la note, le SCMAT établit les ordres de mouvement au plus tard 2 mois avant la date de livraison des VAB à l'industriel.

- Les VAB sont préparés par les NTI 1 des corps. Cette opération consiste à mettre les VAB en configuration "cargo" (dépose des sièges et supports divers, etc...).

- Mis à la disposition des NTI 2 par les corps de troupe, les véhicules sont contrôlés.

- Les VAB sont livrés sur le site de RVI Limoges par l'établissement de soutien.

- Les VAB valorisés et vérifiés par le service qualité de la DGA sont acheminés par voie ferrée sur leur site NTI 2 de provenance.

- Après un ultime contrôle, les VAB valorisés sont rendus à leur corps d'origine.

Outre les fonctions protection et mobilité, la fonction agression du VAB doit être améliorée. Obsolète, la circulaire actuelle ne permet pas le service d'une arme de bord stable, précise, apte au tir en toutes circonstances et protégeant son servent comme l'exige le combat moderne. En cours d'étude, la valorisation de la fonction feu du VAB devrait permettre à moyen terme une avancée significative dans ce domaine.

CHEF DE BATAILLON HENRI GIRAULT
EAI / DIRECTION DES ETUDES
ET DE LA PROSPECTIVE

Félin Version 1:

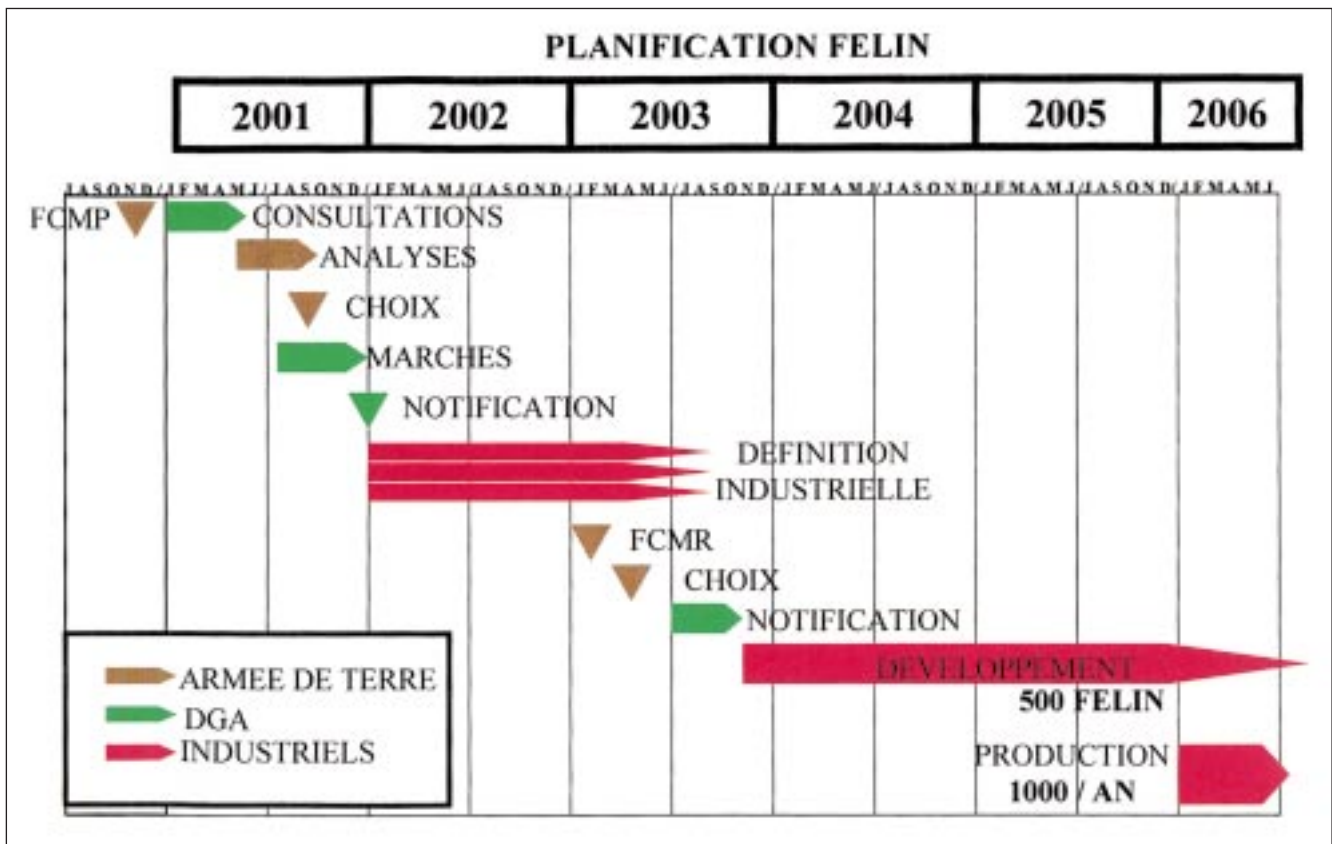
2001 : l'année de consultation des industriels

ACTUALITES :

Depuis le mois de janvier 2001, de nombreux industriels ont été consultés par la DGA (Délégation Générale à l'Armement) afin qu'ils étudient le besoin de l'infanterie et qu'ils annoncent leur proposition de réalisation de notre équipement FELIN V1.

Conformément au calendrier prévu, les différentes entreprises ont fait parvenir leurs réponses pendant le second trimestre aux responsables du programme FELIN de la DGA.

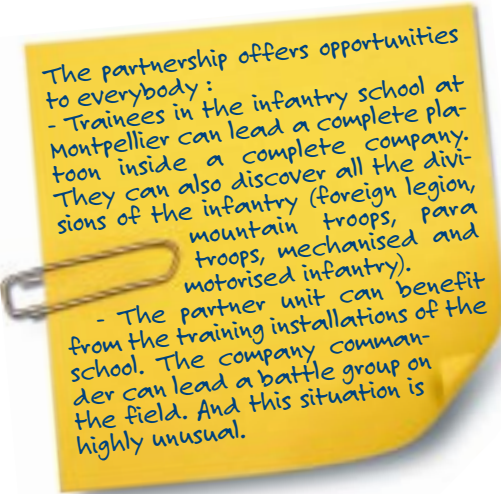
Analysées en détail et faisant l'objet de multiples débats, ces diverses propositions sont encore du domaine du confidentiel car une sélection doit être réalisée courant septembre parmi les réponses parvenues (un article développera chacune d'elle dans une prochaine parution). Les industriels sélectionnés perfectionneront leur projet, en liaison bien sûr avec l'infanterie, pendant environ 18 mois. Un seul vainqueur sera désigné en 2003.



Partenariat

Une chance plus qu'une charge

Au cours du cycle 2000-2001, la division d'application (DA) a plusieurs fois fait appel aux corps de troupe qui, dans le cadre du partenariat, ont fourni des unités pour la formation des lieutenants. Cette formule, qui commence à trouver son rythme de croisière, ne doit pas être vue comme une contrainte mais comme un échange entre les corps et l'école d'application de l'infanterie (EAI), avec des avantages pour tous les acteurs.



The partnership offers opportunities to everybody:
- Trainees in the infantry school at Montpellier can lead a complete platoon inside a complete company. They can also discover all the divisions of the infantry (foreign legion, mountain troops, para troops, mechanised and motorised infantry).
- The partner unit can benefit from the training installations of the school. The company commander can lead a battle group on the field. And this situation is highly unusual.

Certes, le partenariat peut d'abord apparaître comme une charge supplémentaire pour les corps, déjà confrontés aux problèmes de rythme des activités, d'effectifs et de budget. Mais ce doit être avant tout perçu comme une période d'instruction "clés en mains". En effet, les exercices, au cours desquels les lieutenants stagiaires prennent le commandement des sections, permettent aux commandants d'unité en titre d'être à la tête d'un sous-groupe dans le cadre d'un dossier parfois complexe. C'est une occasion qui reste exceptionnelle pendant un temps de commandement. Ces exercices sont également l'occasion pour les chefs de section organiques, qui laissent leur place aux stagiaires, de prendre un peu de recul pour voir manœuvrer leur section et ainsi mieux juger du niveau atteint par leurs hommes.

Par ailleurs, les unités qui viennent à l'EAI peuvent bénéficier des moyens

d'instruction de l'école. C'est ainsi que des unités, qui avaient fait l'effort de se déplacer avec des effectifs complets, ont pu, par le biais des rotations entre les exercices, faire bénéficier leurs personnels de séances organisées par les instructeurs de l'école. Cours d'armement et d'instruction sur le tir, séances au SITTAL ou SITE-RYX, course d'orientation en sont quelques exemples. Mais le partenariat peut également être l'occasion de profiter de la présence de nombreux moyens pour monter, avant ou après la période de partenariat, un exercice régimentaire comme l'a fait le 2^{ème} régiment étranger d'infanterie à Sissonne.

"Le partenariat est l'occasion d'accroître l'efficacité et le réalisme de la formation des lieutenants."

Sur le plan de la formation tactique, le fait d'évoluer au sein d'une compagnie et de commander une section organique est toujours plus profitable que d'effectuer les mêmes exercices entre stagiaires (organisés en unités de marche).

Sur le plan de la culture militaire générale, ils ont la possibilité d'élargir leur connaissance de l'infanterie et de ses subdivisions, dont ils n'ont encore qu'une connaissance parcellaire. Ils ont ainsi travaillé au cours de l'année 2000-2001 avec des unités des 3^{ème} et 8^{ème} régiments parachutiste d'infanterie de marine, du régiment de marche

du Tchad, du 5^{ème} régiment interarmes outre-mer, de la 13^{ème} demi-brigade de légion étrangère, des 1^{er} et 126^{ème} régiments d'infanterie, du 21^{ème} régiment d'infanterie de marine, du 2^{ème} régiment étranger d'infanterie, du 1^{er} régiment de tirailleurs et des 13^{ème} et 27^{ème} bataillons de chasseurs alpins. Ce sont autant de corps, représentant l'ensemble des composantes de l'infanterie, qu'ils ont ainsi pu découvrir. Enfin, les contacts avec les cadres et militaires du rang qu'ils commandent pendant les exercices leur permettent de prendre conscience, entre autres, des problèmes de gestion des personnels. Ainsi, le partenariat est pour les lieutenants en stage à la division d'application une véritable passerelle entre l'instruction théorique dispensée à l'école et la réalité de la vie de chef de section qui les attend dans quelques mois.

A l'heure des réductions d'effectifs et de budget, le partenariat s'avère donc une bonne solution pour une formation plus efficace et plus réaliste des cadres de l'infanterie, tout en apportant des avantages importants pour les corps de troupe. Il faut alors souhaiter la pérennisation de cette formule, dont les corps peuvent tirer des bénéfices à la mesure de leurs investissements.

CAPITAINE (TA) PATRICK SECQ
EAI / DIRECTION GENERALE
DE LA FORMATION

Faire Autrement : Le Partenariat

Le principe d'économie des moyens engendré par la réduction drastique du format de l'armée de terre s'est traduit, entre autres, par la disparition des régiments de manœuvre des écoles de formation. L'école d'application de l'infanterie (EAI) n'a pas échappé à cette évolution. Très naturellement, elle s'est donc tournée vers les régiments des forces pour trouver les partenaires indispensables à la formation des cadres du domaine de spécialité "combat de l'infanterie".

Partnership is a new type of activity between infantry school and the infantry battalions. It appeared to compensate for the reduction of army size.

It could provide numerous advantages like :

- an interesting training period,
- an occasion for realise a battalion size exercise,
- a reduction of the training costs.

Entré en vigueur en janvier 1999, le partenariat s'articule aujourd'hui autour de principes clairs. En offrant une marge d'initiative non négligeable aux régiments, il leur permet aussi de tirer profit des contrats d'objectifs qui les lient à l'EAI. Ce partage des intérêts ne semble toutefois possible que si les unités appréhendent avec audace et raison cette participation aux actions de formation et, la considérant ponctuellement comme une mission majeure, y consacrent moyens et énergie. Du 25 mars au 8 avril 2001, le 2^{ème} régiment étranger d'infanterie a armé la troupe de manœuvre au profit de la division d'application (DA). Cette phase de formation tactique au profit des futurs chefs de section a permis au régiment de bénéficier d'un triple avantage.

"Une période d'entraînement privilégiée"

Désigné corps pilote pour la totalité du séjour de la DA, le 2^{ème} REI a fait de cette contrainte, le rendez-vous opérationnel majeur du premier trimestre 2001. Dans ce sens, de manière à pouvoir armer quotidiennement deux unités élémentaires à effectif complet, une CEA, des éléments "plastron" et le soutien inhérent à un camp de cette ampleur, le régiment a choisi de projeter à SISSONNE trois compagnies accompagnées des

appuis régimentaires et d'une unité logistique adaptée. Si les stagiaires de l'EAI se voyaient confier des sections organiques, les commandants d'unité avaient la satisfaction de pouvoir travailler "grandeur réelle". Tous les capitaines ont ainsi eu la possibilité de commander leur sous-groupe tactique à dominante infanterie sur des exercices "école" pendant des séquences jour et nuit. Ils ont pu, autant que les officiers stagiaires, profiter des enseignements tactiques tirés des différents exercices. Dans le domaine logistique, le soutien AEB a permis aux NT11 et NT12, armé par le 4^{ème} RMAT, de travailler dans des conditions quasi opérationnelles. Le principe d'organisation retenu était de profiter des périodes creuses (nuit et hors exercice) pour remettre en état le parc auto.

Le domaine soutien de l'homme a été tout aussi bénéfique. A titre anecdotique, la confection du pain, tâche humble s'il en est, a permis de former "sur le tas" un jeune légionnaire. Cette formation s'est avérée particulièrement utile tant pour la collectivité que pour l'intéressé. L'acquisition de cette spécialité lui permet aujourd'hui d'être projeté en tant que boulanger dans le cadre de la MINUEE (Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée).

"Un exercice régimentaire"

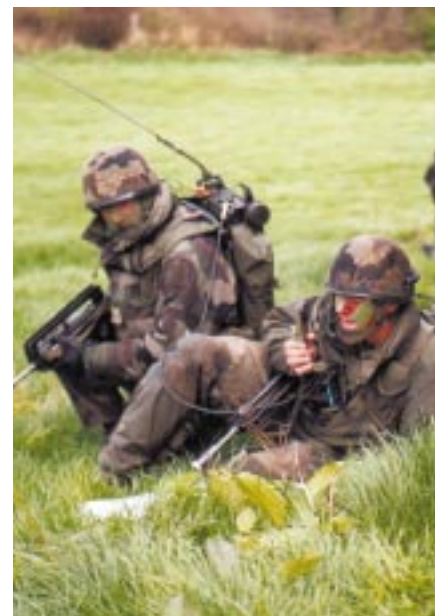
La planification des actions de partenariat étant arrêtée l'année A-1, il a été relativement aisé de planifier une semaine de manœuvre en terrain libre. Sa réalisation a offert un triple avantage. D'abord, elle a permis d'évoluer sur un terrain différent de celui proche de la garnison.

Ensuite, elle s'est présentée comme une phase de montée en puissance appréciable avant l'arrivée des stagiaires. Enfin, comme le partenariat, elle s'inscrivait pleinement dans la préparation opérationnelle du corps dans la mesure où se sont succédés une phase de projection par voie ferrée de 900 kilomètres, cinq jours de manœuvre et un retour par voie routière.

"Un avantage budgétaire"

Si le financement de l'exercice régimentaire reste à la charge du corps, il est clair que de la projection par voie ferrée d'un groupement tactique à 3 compagnies, 1 CEA, 1 escadron sur VBL, 1 EMT, 1 DLO et une compagnie génie ne peut que très difficilement être financée par un régiment d'infanterie. Le CoFAT, en couvrant les frais de déplacement des troupes partenaires et des matériels, offre là encore une opportunité budgétaire intéressante. Le régiment n'a plus qu'à assurer le financement de ses renforts extérieurs.

En janvier 2001, toutes les unités présentes à SISSONNE étaient encore engagées en missions de courte durée. A l'heure des indicateurs et des tableaux de bord, il est pourtant intéressant de noter qu'à la veille de CAMERONE 2001, ces unités avaient pu consacrer 20% de leur temps à l'entraînement tactique. Les contraintes sont aujourd'hui trop nombreuses dans les formations pour que l'on néglige, voire que l'on dénigre, ce type d'opportunité.



Expérimentation : l'aménagement du temps de travail

Depuis maintenant plusieurs mois, les négociations sur l'aménagement de la réduction du temps de travail (ARTT), plus communément appelé "passage aux 35 heures", alimentent les débats dans le monde civil. L'armée de terre, émanation de la nation et premier recruteur du pays, se retrouve aussi confrontée à ces discussions qui témoignent d'une évolution profonde de la société française. Cependant, les armées possèdent un statut particulier qui leur confère des droits et des devoirs. C'est du devoir de disponibilité dont il s'agit pour le sujet qui nous préoccupe. Ainsi, l'état major de l'armée de terre a demandé dès le mois de janvier 2001 à certains corps de troupe d'expérimenter, pour les militaires, des mesures compensatrices en temps. Au sein de l'infanterie, les 1^{er} régiment de tirailleurs (1^{er} R.TIR.), 7^{ème} bataillon de chasseurs alpins (7^{ème} BCA) et 2^{ème} régiment d'infanterie de marine (2^{ème} RIMa) étaient concernés.

Cet article rappelle les termes du mandat, puis présente les mesures prises par le 1^{er} R.TIR et le 7^{ème} BCA ainsi que les premières conclusions de l'expérimentation.

Since February 2001, certain regiments have been experimenting with time compensating methods, combining at the same time the intangible principles of military preciseness and the necessary accompanying society evolution. This article presents the measures undertaken by the 1st Regiment of "Tirailleurs" and the 7th Infantry Mountain Battalion, coupled with the lessons learned from the experience.

Le mandat

Il s'agit d'expérimenter pour les militaires, des mesures compensatrices en temps, conciliant à la fois des principes intangibles de la spécificité militaire et le nécessaire accompagnement de la dynamique sociale. Cette expérimentation se situe donc clairement dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des militaires.

Conduite depuis février 2001, elle a été appliquée à la totalité des unités et services des deux corps de troupe.

Les mesures prises.

Le 1^{er} R.TIR. et le 7^{ème} BCA ont adopté des mesures identiques ayant pour objet de réduire la durée hebdomadaire de travail. Ainsi, les horaires ont été adaptés, avec un début d'activité le lundi à 9 heures pour terminer le vendredi à midi, et ce pour tous les personnels non pris par le service. Pour les personnels de service, des solutions simples ont été adoptées : il

s'agit de la mise en application d'un système de récupération sous des formes diverses :

- Le 1^{er} R.TIR. accorde une demi-journée de repos compensateur pour tous les personnels ayant effectué une garde de 24 heures. Ces personnels reprennent donc le service le lendemain à 13H45.

- Il donne trois jours de repos consécutifs les vendredi, samedi et dimanche après une semaine complète d'astreinte au quartier.

- Le 7^{ème} BCA octroie une demi-journée de récupération pour les personnels de service du vendredi matin au samedi matin. Elle doit être prise le vendredi qui précède ou le lundi matin suivant.

- Il accorde une journée pour ceux de service du samedi matin au dimanche matin, à prendre le lundi ou le vendredi suivant, et au pire dans le mois. En revanche, la journée du dimanche est considérée comme rémunérée et donc non récupérée.



Concernant les périodes d'exercices ou de manœuvre, les deux corps de troupe ont adopté des mesures sensiblement identiques qui consacrent une journée de repos compensateur après une semaine d'activité. De plus, les départs et retours d'exercice et de manœuvre sont désormais effectués en dehors des congés de fin de semaine.

Dans un souci d'équité, des mesures particulières ont été adoptées pour diminuer le nombre de militaires d'astreinte. Le 1^{er} R.TIR. a fermé les services de semaine des unités en permissions de longue durée. Le 7^{ème} BCA a revu ses horaires d'ouverture et de fermeture du cercle et du foyer selon les taux de fréquentation du week-end. Le cercle est parfois fermé, libérant ainsi les cadres et les militaires du rang du service "restauration loisirs" (SRL).

Les enseignements

Les mesures décrites précédemment ont des conséquences directes sur le moral, le travail et la cohésion.

Elles ont été bien acceptées et considérées par l'ensemble des personnels comme une

véritable amélioration de la condition du personnel.

Aucune attitude négative n'a été observée, même si certains ont pu craindre de perdre cette notion de disponibilité liée à la spécificité militaire.

La mise en place du temps d'activité professionnelle des militaires (TAPM) a principalement permis de bénéficier, en temps normal, d'un week-end complet pour tous (y compris les EVAT et les cadres en position de célibataire géographique).

Dans l'ensemble des services, l'optimisation du travail a été obtenue par un meilleur dialogue, permettant ainsi de compenser la perte des quatre heures du vendredi après midi. De même, les réunions au sein des unités ont vu leurs horaires se modifier. Cependant, il s'avère nécessaire de mener une réflexion plus générale sur les bilans et rendements demandés aux services techniques en terme d'heures de travail mensuel à réaliser. De plus, cette diminution des horaires hebdomadaires est difficile à appliquer pour les unités en formation initiale, sans allonger les différents modules de ces périodes. Enfin, le TAPM entraîne indirectement la suppression des quartiers libres en semaine pour des rendez-vous particuliers (médecin, banque, école).



Appliquée à tous dans un souci de cohésion, les mesures mises en place induisent parfois une diminution des services offerts (fermeture du cercle certains week-end).

Conclusion

L'adoption définitive de telles mesures conduira probablement à revoir la

durée de la formation des jeunes EVAT puisque celle-ci augmentera du fait de la diminution du temps de travail hebdomadaire et des récupérations. Elle induira des difficultés nouvelles à gérer, notamment dans les domaines de la maintenance et de la restauration collective. Cependant, il ne fait aucun doute que ces contraintes seront surmontées aisément.

Des interrogations voient le jour, mais il est à parier que le travail du vendredi après midi subira un sort similaire à celui qu'a connu le travail du samedi matin. L'armée de terre sera alors un peu plus proche de la société dans laquelle elle évolue.

CAPITAINE (TA) BRUNO GARDY
EAI / DIRECTION DES ETUDES
ET DE LA PROSPECTIVE

QUAND VOUS PROGRESSEZ

POMINS II Système portable de neutralisation de mines anti personnels

POMINS II REND CETTE PROGRESSION SÛRE

Quand vous progressez, le système POMINS II dégage la voie rapidement et sûrement. Facilement transporté et déployé en moins de 60 secondes par deux fantassins, POMINS II dégage un long et large cheminement à travers les champs de mines anti personnels les plus dangereux et les fils de fer barbelés sous les feux et dans les conditions de combat. Ainsi les troupes avancent en confiance. POMINS II en service a fait ses preuves dans les forces armées à travers le monde. Parce qu'avec IMI, vous progresserez vers le meilleur.

ISRAEL MILITARY INDUSTRIES LTD. AMMUNITION GROUP

Tel: (972)3-548-6482, Fax: (972)3-548-6365
E-mail: imiamm@netvision.net.il
Visitez notre site internet: www.imi-amm.com

The Impact of performance

L'Infanterie en Zone Urbaine



La spécificité du milieu urbain sous toutes ses formes conduit à une implication résolue, dans la durée, de l'infanterie dans la zone urbaine, quel que soit le contexte de l'engagement.

Il en résulte un certain nombre de principes pour l'engagement des fantassins.

The build up areas are a specified zone which impose some principals to infantrymen commitment : dismounted action, permanence of contact intelligence, direct and indirect complementary actions, responsiveness, reversibility, safe-guard. Roles, missions and courses of action are presented in the infantry documentation INF 213. Population control is a part of them.

La prédominance donnée à l'action débarquée au contact direct de l'environnement humain.

L'intensité et la durée de ce contact seront variables selon le contexte de l'engagement, de la maîtrise de la violence à la coercition de forces. Dans tous les cas, le dispositif adopté doit permettre la réversibilité, c'est-à-dire l'aptitude à mener sans délai localement des actions de force brutales.

La permanence du renseignement de contact.

Il s'agit de disposer en propre ou dans l'environnement immédiat, d'un ensemble de capteurs redondants, humains et techniques. Ce réseau indispensable à la connaissance du milieu, de l'adversaire ou des belligérants, s'intègre dans les besoins en

renseignements définis par l'échelon supérieur et est gage d'anticipation et de réactivité.



La complémentarité des actions directes et indirectes.

L'action des fantassins s'intègre dans un ensemble coordonné mettant en œuvre des moyens d'engagement directs et indirects. Ces derniers recouvrent certes les moyens d'action de feux dans la profondeur (ALAT – artillerie), et la guerre électronique, mais aussi les fonctions d'environnement : action civilo-militaire et communication opérationnelle.

La réactivité.

Elle nécessite l'établissement de boucles courtes tant dans le domaine du renseignement que dans celui des appuis-feu afin de donner au chef d'infanterie l'autonomie indispensable à la conduite d'actions le plus souvent, in fine, décentralisées.



La réversibilité.

L'aptitude à adapter en permanence

le comportement et l'intensité d'emploi de la force est une des caractéristiques fondamentales des engagements en zone urbaine. Il s'agit pour le fantassin d'éviter l'irréversible par la gradation et l'adéquation de la force en évoluant sur tout le spectre possible de l'intensité de l'action avec la faculté de basculer le plus souvent sans préavis du "calme aux extrêmes" et des "extrêmes au calme".



La sauvegarde.

Les menaces ou les risques avérés ou latents, souvent aggravés par la versatilité d'acteurs tels que la population ou les bandes armées, imposent de conserver une posture de sauvegarde, c'est-à-dire de disposer d'un ensemble de mesures de précaution permanentes et graduelles entre la fermeté "sympathique" et l'agressivité. La sauvegarde conditionne notamment la capacité de durer des unités. Les rôles, missions et procédés de l'infanterie engagée en zone urbaine au sein des groupement et des sous-groupement interarmes, ou des sections sont détaillés dans le manuel d'emploi de l'infanterie en zone urbaine (INF 213). Le contrôle des foules fait partie de ces rôles ou missions ; il demande l'acquisition préalable de savoir-faire individuels et collectifs particuliers.

Le 27^{ème} BCA à HAMMELBOURGen attendant le CENZUB



La 4^{ème} compagnie du 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins a effectué un stage de 9 jours au sein de l'école d'infanterie allemande située à Hammelbourg. Chaque année, l'armée française dispose de 4 créneaux d'instruction du niveau compagnie. L'objectif majeur du séjour est de s'entraîner au combat en zone urbaine, en profitant du village de combat situé dans le camp militaire. Véritable village vidé de ses habitants, ce lieu offre des possibilités d'instruction et d'entraînement dont nous ne disposons pas encore aujourd'hui en France. L'objet de cet article est de présenter le déroulement du séjour d'une unité élémentaire en insistant sur les points clés qui permettent d'optimiser cette activité.

Un tel séjour ne se conçoit pas dans la perspective d'une initiation au combat urbain, mais pour compléter ou finaliser l'instruction. Les unités doivent donc arriver sur place en maîtrisant parfaitement le combat du niveau groupe afin de rentabiliser les installations mises à disposition. Une réunion préparatoire a lieu à l'école au moins 6 semaines avant le séjour. Elle tient un rôle prépondérant car aucune improvisation n'est possible. C'est à cette occasion que se font les réservations de toutes les installations ainsi que la confirmation des dates du séjour et du nombre de participants. De plus, l'école fait également connaître les renforts nécessaires. Cette réunion est facilitée par la présence de l'officier de liaison (OLI) français présent sur place. L'école des troupes aéroportées d'Altenstadt et celle des troupes de montagne de Mittenwald entrent également dans ses attributions. L'OLI peut avantageusement accompagner le détachement français lors de la visite des installations, apportant à la fois sa connaissance de l'école et de la langue allemande.

A l'issue, l'attribution des installations permet alors à l'unité participante de commander les munitions afin

qu'elles soient mises en place.

En effet, les unités étrangères ne sont pas habilitées à se déplacer en Allemagne avec de grosses quantités de munitions. Le sous-officier munitionnaire doit donc les percevoir au dépôt de Neubourg, à proximité de la frontière franco-allemande, et les confier aux militaires allemands qui se chargent du transport.

La confirmation des dates du séjour permet, entre autre, de commander les cars nécessaires pour récupérer l'unité à l'aéroport de Nuremberg dans le cas d'un transport par voie aérienne, et de planifier les tours de service à l'intérieur de l'enceinte où elles seront logées entre les différentes unités stagiaires. De plus, le soutien exigé prévoit un médecin avec un véhicule d'évacuation, ainsi que des cuisiniers pour bénéficier d'un bloc

restauration indépendant. Les repas peuvent cependant être pris dans les salles de restauration de l'école. Il faut alors se conformer aux habitudes locales : fin des activités tôt pour un repas frugal dès 17h00 !

Déroulement

En préambule à chaque séjour, une instruction technique est dispensée à 5 cadres de la compagnie stagiaire. Charge à eux de la retransmettre au reste des personnels. Cette instruction sera valorisée si l'un des cadres parle allemand. La compagnie a eu la chance de posséder son propre officier de liaison. Après un rappel des règles de sécurité et une visite des installations du village, les précurseurs se sont fait présenter quelques ateliers:

- Présentation des effets des munitions de calibre pouvant aller jusqu'à 20 mm sur tous types de matériaux susceptibles de protéger les fantassins évoluant en zone urbaine : béton, parpaing, bois, sacs à terre mouillés ou secs, etc. Cet atelier, en début de séjour, sensibilise les personnels sur la protection réelle obtenue, et non pas celle estimée !
- Sensibilisation sur les pièges confectionnés à partir d'ustensiles domestiques de la vie courante.
- Visite d'une habitation renforcée et aménagée en point d'appui.



The company D of the 27th Mountain infantry Battalion spent 9 days at the German infantry school in Hammelbourg. The goal was to conduct instruction and training in the fighting build up area (FIBUA) centre, that is a real village, without population. Helped by the French liaison officer of the school, this training period was very important and useful for the company.

Le 27^{ème} BCA à HAMMELBOURGen attendant le CENZUB



Cette maison avec étagage, double parois, issues de secours et réserves d'eau et de vivres doit permettre au groupe qui la défend de durer. Toutes les ouvertures sont doublées par un rideau de sacs à terre avec une trappe de surveillance. Des systèmes de poulies permettent d'effacer ces trappes lorsque les occupants veulent utiliser leurs armes.

- Apprentissage de certains savoir-faire techniques individuels : lancer de grappin, échelle de corde,...

- Présentation d'un parcours individuel à travers quelques habitations. Tantôt aérien, tantôt souterrain, il offre au combattant qui progresse en tête toutes sortes d'obstacles ou

brouillard, omniprésent en hiver, a grevé l'utilisation de certains champs de tir alloués. De nombreux parcours de tir du volume groupe et section, en particulier dans un hameau, sont également possibles (en prévoyant des munitions Balplast) et permettent de rentabiliser au maximum le séjour en alternant les séances d'instruction. Des séances à caractère sportif sont également possibles en utilisant les installations telles que la piscine, la piste d'audace ou le parcours du combattant allemand.

Quant au village de combat, but du séjour, la moitié était allouée aux deux unités françaises présentes, l'autre moitié étant réservée à l'école.

lancer de grappin, l'utilisation de l'échelle de corde... ont été abordés lors de l'instruction préliminaire.

Trucs et astuces ...

Au sein de la section, la répartition des accessoires étaient la suivante : chaque groupe de reconnaissance possédait son propre matériel : une paillasse pour le franchissement de barbelés, un petit miroir destiné à l'observation, et des jeux de fanions/foulards afin de différencier des lignes ou points particuliers du terrain :

Rouge = ligne de contact,

Vert = ligne sécurisée,

Bleue = pollution,

Orange = blessés,

Jaune = éventuel.



difficultés à franchir. A condition d'avoir suffisamment de créneaux, ce parcours peut s'effectuer une première fois de façon individuelle avant d'être restitué au sein du groupe en ambiance de combat.

D'autres installations ont été également mises à la disposition de l'unité, en particulier des champs de tir. Ils ont l'avantage d'être installés en permanence et d'offrir des cibles dans la profondeur. La compagnie a d'ailleurs profité des nombreuses possibilités offertes pour terminer le CTE tireur d'élite en cours. Cependant, dans le cadre des tirs aux armes légères d'infanterie, il est nécessaire de prévoir des activités de substitution car le

Décomposé en 12 îlots de travail, chaque unité a pu bénéficier de 3 ou 4 d'entre eux. Chaque îlot comprend entre 5 et 10 habitations. L'une d'elles contient le matériel nécessaire à la fortification des maisons. Au centre du village, un magasin tenu par un responsable de l'unité stagiaire permet de percevoir les clés des bâtiments ainsi que les différents accessoires (grappins, gants pose-ronce, mines, porte-voix, mannequins, etc). La répartition des îlots s'est avérée suffisante dès lors que les sections faisaient du combat du niveau du groupe.

En revanche, aucune instruction tactique n'a été dispensée par les Allemands, et seul l'apprentissage de certains savoir-faire techniques tels le

Ces accessoires ont complété les grappins équipés de corde à nœud et les échelles télescopiques qui furent mises à disposition par l'école.

Le groupe chargé de la logistique et du soutien santé possédait un brancard, des baudriers et une corde de rappel ainsi que des sacs destinés au transport de munitions.

Chaque combattant possédait sur ses équipements individuels, une sacoche de transport achetée par la compagnie et destinée au transport de munitions, et trois sacs à terre vides placés dans le dos.

Lorsque les sections travaillaient en défensive, elles pouvaient améliorer leur protection en utilisant des caisses d'obus remplies de terre et stockées dans un bâtiment propre à chaque îlot de travail. Des barbelés, des gants pose-ronces et des mines AC d'exercice en perception au magasin du village permettaient de compléter l'installation. Enfin, des mannequins moulés permettent de simuler un ennemi.

Ainsi, la compagnie a pu mettre à profit l'ensemble des moyens humains et matériels mis à sa disposition pour poursuivre son entraînement au combat en zone urbaine.

**CAPITAINE PHILIPPE COUTURIER
CDU4 / 27^{ème} BATAILLON
DE CHASSEURS ALPINS**

Enseignements du Kosovo



La 1^{ère} Compagnie mécanisée du 92^{ème} régiment d'infanterie a été déployé à deux reprises au KOSOVO, à Mitrovica entre janvier 2000 et janvier 2001 au sein d'un BIMECA. Elle a été confronté à de violentes émeutes. Parfois directement agressés, les soldats français ont été engagés dans de véritables combats urbains.

Le milieu:

Mitrovica nord, où sont implantées les unités du BIMECA, est une ville moyenne de 12 000 habitants, dont environ 8500 Kosovars d'origine serbe. Elle comprend plusieurs quartiers multiethniques : "Montmartre", sur les hauteurs situées au nord-ouest, et la "Petite Bosnie", au sud-est. Les incidents les plus violents⁽¹⁾ se sont déroulés dans ces quartiers multiethniques, lieux privilégiés des provocations des extrémistes issus des deux communautés.

Après chaque incident, la fouille :

Il est tout d'abord apparu nécessaire de procéder immédiatement au bouclage du quartier concerné : dans ce dédale confus de ruelles et d'impasses, les auteurs des agressions ont en effet vite fait de disparaître ou de dissimuler leurs armes. Le travail de proximité et d'ilotage mené au quotidien par les groupes permet une excellente connaissance du terrain et contribue dans de telles situations à la mise en place rapide d'un dispositif de cloisonnement. Il s'agit également d'éviter la mise en place par la population civile de barrages divers (foule, véhicules,...) qui visent à restreindre notre liberté de manœuvre.

Pour mieux renseigner les éléments en reconnaissance, les tireurs de précision ont été systématiquement envoyés sur des points hauts recensés. Les caractéristiques des maisons abordées ou la détection d'individus suspects étaient ainsi communiqués aux groupes de combat au contact. L'utilisation d'un baptême du terrain simple par quartier (carroyage et recensement des numéros des maisons) s'est avéré indispensable afin de bien interpréter les compte rendus d'observation et d'éviter les confusions.

(1) Le 13 février 2000, un groupe s'interpose face à une foule serbe dans le quartier de la "Petite Bosnie". Des coups de feu sont tirés par des extrémistes albanais dans le dos des fantassins : deux d'entre eux sont blessés. Le 7 mars 2000, toujours dans le quartier de la "Petite Bosnie", alors que les soldats français s'interposent face à des Serbes, des grenades sont jetées d'une maison albanaise : 14 soldats sont blessés.

Approfondir certains savoir-faire ...

Le changement de posture, c'est à dire le passage d'une attitude de contrôle de foule (barrage face à une foule) à une attitude de combat, doit faire partie de l'instruction préalable à la projection de l'unité. Les soldats impliqués sont en effet plongés dans la confusion qui peut alors régner (cris, va-et-vient de civils et de véhicules, détonations,...) et perdent un temps précieux à bien comprendre ce qui se passe réellement. Le rôle des chefs de groupe est alors fondamental, car les actes élémentaires du combattant, même parfaitement exécutés lors des séances de drill, n'apparaissent plus aussi évidents lors des premiers engagements.

... et en adapter d'autres :

Lors de la reconnaissance d'une habitation, un groupe a pour mission la sécurisation des abords de la maison, afin d'éviter les fuites d'individus suspects ou la venue de renfort. Les occupants doivent être regroupés tout de suite à l'extérieur, fouillés et surveillés en interdisant les contacts avec autrui (utilisation possible des téléphones mobiles). Afin d'effectuer efficacement les fouilles, la tenue du binôme ou du trinôme désigné peut être adaptée. Cependant, ces personnels sont en permanence appuyés par les autres soldats du groupe qui eux restent entièrement équipés.

Dans la mesure du possible, les AMX 10P suivent au plus près, en mesure d'apporter un appui ou pour permettre l'évacuation en toute sécurité des suspects interpellés, surtout quand il faut traverser un quartier de la communauté opposée.

Des matériels adaptés...

Plus que jamais, les fantassins ont compris la nécessité de disposer d'un moyen radio performant et peu encombrant. C'est le cas du poste radio individuel (P.R.I.), qui assure une liaison permanente et surtout discrète entre tous les personnels de la section. Léger, il est le moyen de transmission idéal pour le combat en localité.



Des moyens comme la masse et la barre à mine du lot de bord sont très utiles pour forcer une porte.

Enfin, les engins transportent en superstructure des hérissons pliables et des barbelés. Ces moyens peuvent être employés dans le cas du bouclage d'une zone.

... mais des besoins nouveaux :

En effet, les gants doivent être adaptés au contrôle de foule, au combat en localité et au tir. La paire de gants idéale doit être renforcée de mousse pour protéger les mains des chocs et bris de glace.

De même, l'utilisation d'une matraque télescopique solide et peu encombrante permettrait de disposer d'un moyen dissuasif et efficace en contrôle de foule ou lors d'une fouille.

CAPITAINE JEAN MICHEL ANTOINE
CDU1 / 92^{ème} REGIMENT D'INFANTERIE

